

La Turquie entre Erdogan et Erdogan

samedi 11 juin 2011, par [Garip Turunc](#)

Alors même que la campagne électorale bat son plein en Turquie, l'AKP apparaît déjà comme le grand favori des élections législatives qui auront lieu dimanche le 12 juin. Le parti au pouvoir, dont les racines plongent dans l'islam politique, est crédité de 45 à 50% des intentions de vote, reléguant à une vingtaine de points le CHP, le principal parti d'opposition parlementaire, gauche nationaliste, héritière du parti de Mustafa Kemal Atatürk, fondateur de la république turque. À la tête de la Turquie depuis 8 ans, Recep Tayyip Erdogan veut marquer l'histoire du pays de son empreinte.

Le Premier ministre turc se lance dans une frénétique politique de « projets fous » : creuser un canal dans la partie européenne d'Istanbul, afin de relier la mer de Marmara à la mer Noire, parallèlement au Bosphore. Le « Kanal » en question devrait s'étirer sur 40 à 50 km, avoir 25 m de profondeur et 150 m de large. Il pourrait permettre le passage de 160 cargos et tankers par jour, et entrerait en service, lors du 100^e anniversaire de la République, en 2023. Certains observateurs et des diplomates russes se sont néanmoins inquiétés de la compatibilité de ce projet pharaonique (que le premier ministre a comparé au percement des canaux de Suez et de Panama), avec le traité de Montreux (1936), qui garantit la gratuité et la libre circulation pour le trafic commercial par le Bosphore. Le « Kanal » a en outre provoqué une vive polémique dans le pays. L'opposition dénonce la mégalomanie du chef de gouvernement et nombre d'éditorialistes pourfendent « cette folie » susceptible de décupler le fossé déjà existant, en termes de revenus, entre Istanbul et les régions kurdes.

Les grands projets de la campagne électorale turque sont également des projets politiques ! Alors même que la législature, qui est en train de s'achever, a vu deux révisions constitutionnelles importantes aboutir et modifier sensiblement le texte de la Constitution hérité de coup d'Etat militaire de 1982, les principaux partis politiques annoncent leur désir de provoquer l'avènement d'un nouveau texte fondamental, après les élections de 12 juin. Ce souhait semble être partagé par l'opinion publique turque, puisque les sondages, réalisés ces derniers mois, montrent que 69,4% des Turcs se prononçaient en faveur de l'élaboration d'une nouvelle Constitution, en Turquie. Cependant, une majorité des personnes interrogées estiment que les députées, qui le désirent, devraient être autorisées à porter le foulard dans l'hémicycle. Cette aspiration à un renouveau constitutionnel laisse donc transparaître une Turquie qui se veut moins laïciste, plus encline à affirmer son identité musulmane, mais toujours inquiète quant à son unité, et peut-être pas encore tout à fait prête à promouvoir une nouvelle citoyenneté, reconnaissant le droit à une identité distincte.

Il reste que cette campagne électorale tranche avec la précédente (en 2007), qui avait été marquée par une polarisation politique extrême, l'intervention intempestive de responsables militaires ou des blocages institutionnels spectaculaire. Les partis politiques turcs actuellement en campagne ont abandonné la rhétorique de la peur. Fini la peur de l'islamisme, la peur du coup d'Etat, la peur du changement de régime, ou la peur des atteintes à la laïcité. Les forces politiques turques entendent désormais proposer à leurs électeurs de rêver (outre du grand projet Kanalistanbul, la campagne a été marquée par la multiplication des promesses : un « labtop » pour tous les étudiants, des allocations familiales versées aux mères de famille et non à leur conjoint violent, une réforme de décentralisation, l'abaissement de la durée du service militaire, l'autonomie des universités...).

On aurait tort de se gausser de ce nouveau type de surenchère, car les promesses et le rêve véhiculés par la campagne électorale actuelle témoignent aussi un progrès politique et économique indiscutable, montrant une société turque plus confiante en elle-même, osant élaborer des projets collectifs et à s'imaginer un avenir commun. Pour la seule année 2010, l'économie turque a « enregistré le troisième

plus grand taux de croissance du G20 » (9%), les banques locales n'ont pas succombé à la crise, et l'inflation a été maintenue à des niveaux supportables. Concrètement « les Turcs ont élevé leur pays au rang d'atelier et de centre de service du Moyen-Orient. Sous le gouvernement d'Erdoğan, le revenu par habitant a triplé, et le nombre de voix de l'AKP a doublé. » Le même Erdoğan a promis que pour son centenaire, la République la Turquie atteindrait un PIB de 25 000\$ par tête (le double d'aujourd'hui) et qu'elle deviendrait l'une des 10 premières économies mondiales.

Toutefois, les questions économiques ne seront pas les seules sur lesquelles se décideront les scores dimanche prochain. A côté de la question kurde, les plus importantes seront les questions liées aux enjeux de la Nation et de l'histoire turque, c'est-à-dire celles qui concernent les conflits territoriaux avec Chypre, la question arménienne et le projet cinquantenaire de l'adhésion du pays à l'Union européenne. L'ampleur des crispations existant autour de ces questions au sein de classe politique comme de la population risque en effet d'entrer en contradiction avec certains impératifs économiques du premier ministre Recep Tayyip Erdoğan, après une victoire annoncée.

Sources

Source : Sud-Ouest, juin 2011